

**LE RAPPORT BUARD
RELATIF A L'ÉPIDÉMIOLOGIE DES MALADIES
DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE
ET LA VALORISATION DE LA PRODUCTION***

G. TUFFÉRY [1]

RESUME : Le Conseil économique et social a confié la rédaction d'un rapport et d'un avis sur l'épidémiologie des maladies des animaux d'élevage et la valorisation de la production à sa section de l'agriculture et de l'alimentation le 24 octobre 1989. Après un constat très complet de la situation de l'épidémiologie animale en France, le rapporteur, M. Roger BUARD propose un ensemble d'actions destinées à organiser de manière cohérente les compétences et les initiatives dans ce domaine, à permettre la conception de systèmes d'information épidémiologiques adaptés aux besoins de tous les acteurs de la production et de la santé animales, à développer la recherche et la formation en épidémiologie.

SUMMARY : The Economic and Social Committee asked its agriculture and food section to prepare a report and an advice on epidemiology of farm animals diseases and on production valorization on the 24th of October 1989. On its behalf, Mr Roger Buard draw a full picture of animal epidemiology in France. Then he makes proposals for a whole set of actions with the aim of organising and bringing coherence within all the work already done in this field. These actions will also help in realising epidemiological information systems adapted to the needs of all the actors of animal production and health and in developing research and formation in epidemiology.

*
* *

INTRODUCTION : LES OBJECTIFS DU RAPPORT BUARD

Conscient du rôle et des faiblesses de l'épidémiologie animale en France, le Conseil économique et social a confié le 24 octobre 1989 à la section de l'Agriculture et de l'alimentation la préparation d'un rapport et d'un avis sur l'épidémiologie des maladies des animaux d'élevage et la valorisation de la production.

* Texte de l'exposé présenté le 21 mai 1992.

[1] Centre national d'études vétérinaires et alimentaires, 22 rue Pierre Curie, 94703 Maisons-Alfort, France.

M. Roger BUARD a été désigné en qualité de rapporteur.

Le présent texte est une synthèse des principales constatations et recommandations contenues dans le rapport BUARD.

Après une brève évocation de la méthode et des investigations préliminaires, la situation actuelle de l'épidémiologie animale en France sera présentée sous la forme d'un constat, suivi par les propositions du Conseil économique et social adressées au Gouvernement.

L'avis présenté dans le rapport de M. Roger BUARD a été adopté par le Conseil économique et social lors des séances des 24 et 25 avril 1990.

I - LA MÉTHODE ET LES INVESTIGATIONS PRÉLIMINAIRES

Le rapport définit tout d'abord ce que recouvre le concept d'épidémiologie et présente les données générales utiles à la suite des travaux : notions, nature de la connaissance épidémiologique, les différents acteurs de l'épidémiologie sur le terrain, les scientifiques, les techniciens, les administratifs, les professionnels.

Les niveaux d'intervention de l'épidémiologie et de la santé animale sont précisés : micro-région, le département, la région, le territoire national, la CEE.

La situation actuelle de l'épidémiologie est appréhendée à partir d'une enquête complète qui puise ses données dans la bibliographie et dans l'audition par le rapporteur des acteurs des différentes catégories précédemment évoquées.

Les enjeux de l'épidémiologie et de la pathologie sont analysés notamment le poids économique des productions animales, les flux commerciaux, le coût de la pathologie animale, l'utilité de l'épidémiologie, la santé humaine et ses liens avec l'épidémiologie animale.

L'analyse globale de la situation de l'épidémiologie en France est suivie de propositions.

II - LE CONSTAT : LA SITUATION ACTUELLE DE L'ÉPIDÉMOLOGIE ANIMALE EN FRANCE

A. LES ACTIONS ENTREPRISES

Le rapport dresse le bilan de la multitude d'actions conduites à l'initiative, de l'État par le Gouvernement (La loi n° 89-412 du 22 juin 1989), la D.G.A.L., le C.N.E.V.A., l'I.N.R.A., les Écoles nationales vétérinaires, à l'initiative des organisations professionnelles par la F.N.G.D.S.B. et les G.D.S., les G.T.V., les instituts techniques (I.T.A.V.I., I.T.E.B., I.T.O.V.I.C., I.T.P.), le groupement d'intérêt économique d'écopathologie multi-espèces Rhône-Alpes, à l'initiative de la vie associative par l'Association pour l'Étude de l'Épidémiologie des Maladies Animales (A.E.E.M.A.).

De cet important ensemble de travaux, il ressort déjà l'idée d'un bouillonnement généreux mais bien souvent incohérent, et la certitude que, malgré des efforts nombreux et louables, l'épidémiologie ne joue pas encore totalement son rôle parmi les décideurs de la santé animale.

B. LES FAIBLESSES DE L'EPIDEMIOLOGIE ANIMALE ET SES POINTS CRITIQUES

Le rapport BUARD souligne la place de l'épidémiologie en santé animale et le manque de sensibilisation des acteurs. Une conception trop restreinte de l'épidémiologie et une confusion entre celle-ci et ses applications quotidiennes limitent sa portée et son intérêt.

L'insuffisance de la recherche en épidémiologie est relevée, notamment pour l'épidémiologie fondamentale voire théorique.

La dispersion des actions et les difficultés de coordination de l'effort épidémiologique se manifestent par la multiplicité et le foisonnement des initiatives épidémiologiques, l'insuffisance d'évaluations, de connaissances sur la qualité et la pertinence des actions épidémiologiques, un manque de cohérence et de synergie dans les actions qui coûte à la collectivité et qui nuit à l'image de l'épidémiologie.

On constate aussi des difficultés dans la conception et l'utilisation des systèmes d'information épidémiologique qui sont ressenties et exprimées par les utilisateurs.

En effet, les besoins des utilisateurs ne constituent pas toujours la raison majeure des projets de systèmes d'information sanitaire qui sont souvent l'expression d'un promoteur individuel ayant "une idée personnelle" du besoin à satisfaire.

L'illusion persiste aussi chez les utilisateurs sur l'intérêt "magique" des grandes masses d'informations, et la croyance dans le pouvoir informatif de n'importe quelle donnée récoltée dans n'importe quelles conditions reste vivante.

Les utilisateurs se plaignent souvent des contraintes et des modalités d'accès aux systèmes d'information qui semblent "réservés" alors qu'ils ont été la plupart du temps construits avec des crédits publics.

Enfin, le rapport dénonce l'insuffisance encore actuelle de la formation en épidémiologie animale malgré les efforts déployés en particulier par l'A.E.E.M.A. et par les Écoles nationales vétérinaires.

III - LES PROPOSITIONS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

A. DONNER SA VRAIE PLACE A L'EPIDEMIOLOGIE, INSTRUMENT PRIVILEGIE D'UNE CULTURE COMMUNE DE LA SANTE

Le rapport souligne toute l'importance des modifications du Code rural relatives à l'épidémiologie et propose de donner sa pleine dimension au dispositif épidémiologique prévu par la loi du 22 juin 1989.

Il apparaît important d'identifier une **épidémiologie géopolitique et stratégique** au service de la politique de l'élevage, une **épidémiologie opérationnelle** au service des réseaux de production animale et de la région, une **épidémiologie locale** et une **écopathologie** au service de l'éleveur et du consommateur.

Bien entendu, ces trois niveaux de préoccupations qui traduisent des besoins de nature différente doivent être abordés dans la cohérence et la complémentarité.

Il est aussi indispensable d'étendre le champ d'investigation de l'épidémiologie, de la maladie à la santé, de la santé animale à la qualité alimentaire.

En effet, la continuité élevage - aliment doit être assurée et l'on doit renforcer l'association santé animale - qualité animale - qualité alimentaire, associer l'épidémiologie à une future certification des systèmes d'assurance qualité des élevages et de leurs produits en vue de leur circulation dans la Communauté.

La prospective montre que la certification des entreprises agro-alimentaires sera à terme accompagnée de celle des élevages qui les approvisionnent en denrées d'origine animale.

Enfin, il faut sensibiliser les acteurs de la santé animale à l'intérêt d'une épidémiologie de qualité.

Une épidémiologie de qualité est notamment une épidémiologie scientifique satisfaisant les besoins de connaissances et une épidémiologie appliquée rigoureuse, pertinente et performante, indispensable pour agir.

B. REVITALISER LA RECHERCHE EN EPIDEMIOLOGIE

Les objectifs de qualité de l'épidémiologie nécessitent de développer la recherche épidémiologique c'est-à-dire :

Investir dans l'épidémiologie fondamentale voire théorique, seule base solide d'une épidémiologie appliquée performante, investir dans l'approche systémique des organisations de production et de santé animales, au service de l'épidémiologie stratégique et opérationnelle, ce qui est déjà largement entamé mais qui mérite d'être encore plus soutenu, investir dans les sciences sociales et humaines au service d'une épidémiologie proche de l'Homme pour le management des structures vivantes, pour une vraie communication en santé animale, pour des messages intelligibles par les destinataires, pour une culture commune de la santé, investir dans les sciences économiques, au service d'une épidémiologie réaliste, d'une meilleure connaissance des coûts/bénéfices, d'une meilleure utilisation des deniers publics.

Face aux hésitations, aux incertitudes des stratégies de recherche, à la pression grandissante d'une biologie moléculaire réductionniste, il faut conforter les équipes de recherche en épidémiologie c'est-à-dire rassurer les chercheurs et les ingénieurs épidémiologistes sur la légitimité, l'intérêt et l'avenir de leur science.

En particulier, et conformément à la volonté gouvernementale manifestée dans son décret fondateur, il faut conforter le C.N.E.V.A. dans son rôle d'animateur principal de la recherche épidémiologique.

La recherche en épidémiologie animale doit exister dans les préoccupations du Ministre de la recherche et de la technologie et dans celles du Ministre de l'agriculture et de la forêt.

Il convient aussi d'encourager les rapprochements au sein de projets communs entre les équipes préoccupées par des problèmes d'épidémiologie animale et d'épidémiologie humaine au delà des zoonoses qui font déjà l'objet de programmes concertés.

Au plan de l'épanouissement de nos modes de pensée, de notre langue et de notre rayonnement, il faut affirmer l'existence d'une épidémiologie de culture française et la fortifier. En effet, le besoin d'une école française d'épidémiologie animale s'impose et les initiatives actuelles de défense de l'épidémiologie francophone, notamment prises par l'A.E.E.M.A., doivent être soutenues.

C. ORGANISER LES COMPETENCES POUR UNE EPIDEMIOLOGIE APPLIQUEE DE QUALITE

L'amélioration de la qualité de l'épidémiologie appliquée, de l'épidémiologie au quotidien, demande tout d'abord de mieux connaître les initiatives épidémiologiques en utilisant les dispositions de la loi du 22 juin 1989 et en créant une banque de données nationale sur les projets et les réalisations épidémiologiques.

Cela est nécessaire mais serait insuffisant si des décisions n'étaient prises afin d'améliorer l'évaluation, la qualité et la pertinence des actions épidémiologiques.

Il faut en effet assurer la qualité des informations et des systèmes d'épidémiosurveillance pour éviter les "cimetières de données", obtenus à partir d'efforts considérables, mais dont les résultats ne sont pas toujours interprétables et utilisables.

Il conviendra aussi de construire un dispositif permettant de garantir la qualité des enquêtes épidémiologiques, de développer l'appui technique, et aussi d'encourager financièrement une épidémiologie appliquée performante.

En particulier, pour optimiser l'utilisation des crédits publics, il importe de rechercher la cohérence et la synergie dans l'effort épidémiologique national.

Les échanges nationaux et internationaux impliquent d'encourager la normalisation des concepts, du langage, des données épidémiologiques et de prolonger la cohérence entre l'épidémiologie animale et l'épidémiologie humaine.

Enfin il faudra donner au C.N.E.V.A., aux services et aux organismes publics, les moyens nécessaires pour tenir leur rôle dans la conduite de l'épidémiologie appliquée à l'échelon national, avec et pour l'ensemble des acteurs impliqués dans la santé animale.

D. PERMETTRE AUX UTILISATEURS L'ACCES A DES SYSTEMES PERFORMANTS D'INFORMATION ET D'AIDE A LA DECISION SANITAIRE

Il est apparu clairement que l'information épidémiologique était une préoccupation majeure des acteurs de la santé animale mais que ce problème était particulièrement délicat.

Aussi convient-il de mettre en place un dispositif garant de la confidentialité et de la sécurité des informations épidémiologiques et de conforter le rôle de la Commission nationale vétérinaire.

Pour éviter les plus grandes difficultés lors de l'utilisation ultérieure, il est indispensable d'associer les utilisateurs très tôt dans les projets épidémiologiques et de prévoir immédiatement les conditions d'accès aux données.

La réflexion ne saurait se limiter au territoire national métropolitain. Il est nécessaire de concevoir des outils d'information épidémiologique adaptés aux réalités sanitaires des D.O.M.-T.O.M. et de conduire une réflexion sur l'évolution des systèmes d'information épidémiologique en Europe.

Toutes ces recommandations peuvent être matérialisées en un objectif particulier :

Élaborer, sous l'autorité du Ministre de l'agriculture et de la forêt, en totale concertation avec les utilisateurs, le schéma directeur de l'information et de la communication en épidémiologie animale.

E. MIEUX FORMER EN EPIDEMIOLOGIE ANIMALE

Quelle que soit la qualité des initiatives qui seront prises dans l'immédiat en faveur de l'épidémiologie, la prise en compte profondément culturelle de cette méthode de pensée ne peut être réelle qu'au prix d'un effort de formation. Il faut sensibiliser et former à l'épidémiologie, dans l'enseignement agricole initial et intégrer l'épidémiologie dans la réflexion sur l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire.

Pour soutenir la culture épidémiologique française, il conviendra d'appuyer les initiatives de formation à la recherche et par la recherche du troisième cycle, traitant en tout ou partie d'épidémiologie animale.

Enfin, le soutien de la compétence épidémiologique des acteurs de la santé animale nécessite de développer la formation permanente en épidémiologie.

IV - CONCLUSION

Le rapport BUARD se situe délibérément dans l'approche scientifique à des fins de décision et d'action d'un monde complexe celui de la production et de la santé animales.

Il s'agit bien de comprendre et d'agir au sein du vivant afin de mieux produire de la vie, de produire autrement. Cette approche nécessite des décisions de qualité s'appuyant sur des informations de qualité.

Ces objectifs donnent une place particulière à la cohérence que seule peut offrir la démarche d'élaboration d'un Schéma directeur de l'information et de la communication en épidémiologie animale.

Ces objectifs impliquent aussi une recherche en épidémiologie performante et solidement positionnée en Europe, base indispensable à une épidémiologie appliquée efficace, au service de l'éleveur et du consommateur, soucieuse de son rôle économique et social, voire éthique.

BIBLIOGRAPHIE

- L'épidémiologie des maladies des animaux d'élevage et la valorisation de la production.

Rapport présenté au nom du Conseil Économique et Social par M. Roger BUARD,

Session de 1990, Séances des 24 et 25 avril 1990.

Journal Officiel de la République Française du mercredi 23 mai 1990, 129 pages.

*
* *